2727 COWORKING / RECHERCHE ET CONSEILS PRATIQUES

Acomptes provisionnels au Québec : calendrier 2026

> Find a practical home for your work at 2727 Coworking in Montreal. Explore private offices, day workspaces and meeting rooms, plus business-address and virtual-mailbox services for your company.

Publié par 2727 Coworking · 2026-09-22 · acomptes provisionnels québec · calendrier fiscal 2026 · travailleur autonome · revenu québec · arc · impôt · trésorerie · consultant montréal

Article original : https://2727coworking.com/articles/fr/acomptes-provisionnels-quebec-calendrier-2026

Dans cet article

1. Executive Summary
2. Introduction et contexte
3. Définition, seuils et arbre de décision
4. Fédéral et Québec: deux obligations à ne pas fusionner
5. Calendrier 2026 et points de contrôle
6. Choisir entre les trois méthodes de calcul
7. Mise en oeuvre: feuille de calcul à deux grands livres
8. Analyse et éléments probants
9. Mise en œuvre et suivi
10. Questions fréquentes
11. Conclusion

Executive Summary

Un travailleur autonome québécois ne paie pas automatiquement des acomptes provisionnels. Pour **2026**, il faut tester séparément le fédéral et le Québec. Pour un résident du Québec, le seuil fédéral pertinent est **1 800 $** pour 2026, puis pour 2025 ou 2024 (canada.ca). Le Québec applique aussi un seuil de **1 800 $** pour l'année courante et exige qu'il ait été dépassé pendant au moins une des deux années précédentes (revenuquebec.ca). Un rappel est un signal de calcul, pas la preuve que le même montant reste approprié après une baisse de revenu.

Les dates nominales sont les **15 mars, 15 juin, 15 septembre et 15 décembre 2026** (canada.ca). Puisque le 15 mars est un dimanche, la première échéance pratique est le **lundi 16 mars 2026**: l'Agence du revenu du Canada accepte le jour ouvrable suivant (canada.ca), et la Loi d'interprétation du Québec prolonge pareillement un délai expirant un jour férié (legisquebec.gouv.qc.ca). Les trois autres dates restent inchangées.

Trois méthodes sont permises: le montant du rappel, l'année précédente et l'estimation de l'année courante (canada.ca). Pour un revenu irrégulier, la méthode courante peut libérer de la trésorerie, mais elle transfère le risque d'estimation au contribuable. La stratégie la plus robuste consiste à tenir **deux grands livres**, un pour l'ARC et un pour Revenu Québec, et à réserver à chaque encaissement la fraction suivante: `(solde fédéral estimé + solde Québec estimé - acomptes déjà versés) / recettes brutes encore attendues`. Un compte fiscal distinct réduit le risque de dépenser la réserve (rbcroyalbank.com).

En cas d'échéance manquée, il faut payer rapidement, vérifier les deux comptes et recalculer le reste de l'année. Les intérêts fédéraux sont composés quotidiennement (canada.ca); au Québec, un versement inférieur à **75 %** du montant exigé peut aussi déclencher un intérêt supplémentaire annuel de **10 %** (revenuquebec.ca). Ce rapport fournit un outil de décision éducatif, pas un avis fiscal individualisé.

Introduction et contexte

Les acomptes provisionnels sont des paiements anticipés de l'impôt qui serait autrement réglé au moment de la déclaration. Au Québec, ils peuvent également couvrir certaines cotisations provinciales (revenuquebec.ca). Ils concernent donc souvent les consultants, professionnels et propriétaires d'entreprise individuelle dont les revenus ne subissent pas assez de retenues à la source. La Banque Nationale rappelle qu'aucun impôt n'est généralement prélevé à la source sur les sommes gagnées à titre autonome (bnc.ca).

La difficulté n'est pas seulement fiscale. Les revenus indépendants peuvent arriver par gros contrats, alors que les échéances sont fixes. Statistique Canada comptait **2 652 600** travailleurs autonomes en moyenne en 2023, soit **13,2 %** de la population en emploi (www150.statcan.gc.ca). L'organisme associe aussi certaines formes de travail à la demande à des heures très courtes ou à l'absence d'une clientèle stable (www150.statcan.gc.ca). Une méthode fondée uniquement sur l'année passée peut donc mal épouser la trésorerie présente.

L'objectif de ce guide est de transformer les règles en décision opérationnelle. Il faut d'abord établir si chaque administration exige des versements, choisir une méthode pour chaque compte, programmer les paiements et conserver une réserve mesurable. Les calculs illustratifs sont fictifs et simplifiés. Ils ne remplacent ni les formulaires officiels ni l'examen de crédits, cotisations et circonstances personnelles par un professionnel.

Définition, seuils et arbre de décision

Le test d'une minute

Le bon ordre évite de conclure trop vite qu'un rappel doit être payé tel quel.

- **Étape 1, résidence.** Confirmer la résidence au Québec pour le seuil fédéral réduit applicable au 31 décembre.
- **Étape 2, année courante.** Estimer séparément l'impôt net fédéral et l'impôt net plus cotisations visées au Québec, après retenues et crédits pertinents.
- **Étape 3, seuil courant.** Si le solde estimé ne dépasse pas **1 800 $** dans un grand livre, ce grand livre ne produit normalement pas d'acomptes pour 2026. Revenu Québec formule explicitement cette première condition (revenuquebec.ca).
- **Étape 4, historique.** Vérifier si le même seuil a aussi été dépassé en 2025 ou 2024. L'ARC applique précisément ce regard rétrospectif (canada.ca).
- **Étape 5, exception sectorielle.** Si l'activité principale est l'agriculture ou la pêche, appliquer les tests et l'échéance annuelle propres à cette catégorie.
- **Étape 6, rappel.** Comparer le rappel reçu à l'estimation actuelle. L'absence de formulaire provincial ne transfère pas la responsabilité à l'administration: le particulier doit vérifier lui-même son obligation (revenuquebec.ca).

Recevoir une lettre ne crée donc pas un impôt nouveau. Le rappel utilise des données historiques pour proposer un calendrier. Si le contribuable est redevenu salarié, a subi une baisse d'activité ou dispose de nouvelles retenues, son solde 2026 peut être inférieur. À l'inverse, ne rien recevoir n'exonère pas une personne dont le solde courant et l'historique franchissent les tests.

Cas des agriculteurs et pêcheurs

L'exception ne doit pas être généralisée aux autres indépendants. Au fédéral, les personnes admissibles ont une seule date, le **31 décembre** (canada.ca). Au Québec, l'avis arrive normalement en novembre et un seul versement annuel est requis (revenuquebec.ca). Un consultant qui dessert le secteur agricole n'est pas pour autant un agriculteur dont cette activité constitue la principale source de revenu.

Fédéral et Québec: deux obligations à ne pas fusionner

Les seuils se ressemblent, mais les bases de calcul, les formulaires, les bénéficiaires et les soldes ne sont pas interchangeables. *Tableau 1* résume les questions à traiter dans deux colonnes distinctes.

Élément	ARC, compte fédéral	Revenu Québec, compte provincial
Seuil 2026 pour un résident du Québec	Impôt net à payer supérieur à **1 800 $**, avec dépassement en 2025 ou 2024 (canada.ca).	Impôt net estimé supérieur à **1 800 $**, avec dépassement pendant au moins une des deux années antérieures (revenuquebec.ca).
Rappels	Le rappel d'août couvre septembre et décembre (canada.ca).	TPZ-1026.A est normalement envoyé en février et août lorsque les données historiques l'indiquent (revenuquebec.ca).
Méthodes	Sans calcul, année précédente, année courante.	Montant de l'avis, année précédente, année courante au moyen de TP-1026.
Où payer	À l'ARC, avec le bon choix de bénéficiaire et de période.	À Revenu Québec, avec le bordereau ou le service électronique approprié.
Déclaration	Total inscrit à la ligne **47600** (canada.ca).	Total réclamé dans la déclaration provinciale selon les feuillets et relevés de compte.

Le tableau montre pourquoi un seul virement global est une mauvaise abstraction. Un trop-payé à l'ARC ne règle pas un manque au Québec. Le fichier de suivi doit avoir deux lignes de solde, deux séries de confirmations et deux rapprochements avec les avis de cotisation.

Ce qui entre dans l'estimation

Le point de départ n'est pas le chiffre d'affaires, mais le **profit imposable estimé**, après dépenses d'entreprise admissibles. Il faut ensuite estimer l'impôt et les cotisations propres à chaque déclaration, puis soustraire les retenues et crédits qui réduisent le solde. L'ARC indique qu'une retenue accrue sur certaines sources peut réduire ou éliminer les acomptes (canada.ca).

Une personne ayant à la fois salaire et contrats ne doit donc pas appliquer un pourcentage arbitraire à toutes ses factures. Elle doit intégrer les retenues du salaire au bon grand livre et conserver un scénario prudent si primes, dépenses ou crédits demeurent incertains.

Calendrier 2026 et points de contrôle

Le calendrier nominal est trimestriel. *Tableau 2* ajoute les tâches de trésorerie aux dates fiscales.

Mois 2026	Échéance ou contrôle	Action conseillée
Janvier	Clôture provisoire de 2025	Totaliser profit, retenues et acomptes séparément.
Février	Premier rappel possible	Comparer l'avis au scénario 2026, sans fusionner ARC et Québec.
Mars	**Lundi 16 mars**, date pratique après le dimanche 15	Payer et archiver deux confirmations; la prolongation québécoise vient de la règle du jour ouvrable suivant (legisquebec.gouv.qc.ca).
Avril	Solde fiscal annuel généralement exigible	Rapprocher le solde produit et la réserve restante.
Mai	Prévision révisée	Actualiser contrats signés, dépenses et retenues.
Juin	**Lundi 15 juin**	Deuxième paiement et contrôle des comptes.
Juillet	Revue semestrielle	Recalculer le taux de réserve par facture.
Août	Deuxième rappel possible	Vérifier les montants de septembre et décembre.
Septembre	**Mardi 15 septembre**	Troisième paiement, puis rapprochement bancaire.
Octobre	Scénario de fin d'année	Tester revenu de base, prudent et élevé.
Novembre	Avis agricole ou de pêche possible	Appliquer l'exception seulement si les critères sont satisfaits.
Décembre	**Mardi 15 décembre**	Quatrième paiement; conserver une marge pour le solde final.

Les quatre dates sont identiques dans les calendriers gouvernementaux (canada.ca). Le point important est la réception. Revenu Québec retient notamment la date à laquelle l'institution financière traite l'opération (revenuquebec.ca). Pour un paiement fédéral par services bancaires en ligne, le crédit peut correspondre au jour ouvrable de l'opération ou au suivant, selon l'institution (canada.ca). Attendre la fin de soirée à la date limite ajoute donc un risque évitable.

Choisir entre les trois méthodes de calcul

1. Montant du rappel, ou méthode sans calcul

Cette méthode reprend les montants fournis par l'administration. Au fédéral, elle repose sur la dernière déclaration cotisée (canada.ca). Au Québec, elle utilise les renseignements des deux déclarations antérieures (revenuquebec.ca).

- **Avantage.** Peu de calculs et protection généralement forte lorsque chaque montant indiqué est payé intégralement et ponctuellement.
- **Limite.** Le rappel peut immobiliser trop de liquidités si 2026 est nettement moins rentable. BDO souligne ce risque lorsque le revenu diminue depuis deux ans (bdo.ca).
- **Bon usage.** Revenu stable ou en hausse, faible tolérance au risque de sous-estimation et réserve suffisante.

2. Méthode de l'année précédente

Pour 2026, la méthode fédérale utilise la déclaration de **2025** (canada.ca). La méthode provinciale part aussi de l'impôt net et des cotisations de l'année précédente (revenuquebec.ca).

- **Avantage.** Les chiffres de 2025 sont connus et vérifiables.
- **Limite.** Une année exceptionnelle devient une mauvaise base pour une activité cyclique.
- **Bon usage.** Activité relativement stable et déclaration 2025 représentative.

3. Estimation de l'année courante

La troisième méthode estime directement les montants de **2026** (canada.ca). Revenu Québec indique qu'elle peut être avantageuse quand l'impôt et les cotisations baissent (revenuquebec.ca).

- **Avantage.** Elle épouse mieux un carnet de commandes faible, un congé ou le passage au salariat.
- **Limite.** Une vente tardive, un contrat imprévu ou une dépense refusée peut transformer une estimation raisonnable en sous-paiement.
- **Bon usage.** Baisse importante documentée, comptabilité à jour et révision au moins trimestrielle.

La règle pratique est simple: ne choisir l'année courante que si le fichier peut être recalculé. Une estimation faite en février et jamais mise à jour n'est pas une méthode de trésorerie, mais une hypothèse périmée.

Mise en oeuvre: feuille de calcul à deux grands livres

Formules de base

La feuille doit comporter une colonne fédérale et une colonne Québec. Les entrées sont:

- **Profit imposable attendu.** Recettes attendues moins dépenses admissibles estimées.
- **Impôt et cotisations calculés.** Utiliser le logiciel ou les formulaires 2026 disponibles.
- **Retenues et crédits.** Affecter chaque élément à l'administration qui le reconnaît.
- **Solde non couvert.** Impôt estimé moins retenues et crédits.
- **Acomptes déjà payés.** Rapprocher avec les confirmations et comptes officiels.
- **Réserve restante.** Solde non couvert moins acomptes payés.

- **Taux par facture.** Réserve restante divisée par les recettes brutes encore attendues.

Une prévision glissante est préférable à un budget annuel figé. La BDC propose de prévoir les entrées et sorties sur un trimestre (bdc.ca), tandis que Futurpreneur fournit un gabarit mensuel sur deux ans (futurpreneur.ca). Pour les acomptes, une vue de 13 semaines permet de voir la prochaine échéance sans perdre la perspective annuelle.

Exemple hypothétique : consultante montréalaise aux recettes irrégulières

Supposons, uniquement pour démontrer la mécanique, qu'une consultante prévoit **120 000 $** de recettes et **30 000 $** de dépenses, soit **90 000 $** de profit imposable. Son logiciel estime un solde fédéral non couvert de **9 600 $** et un solde québécois de **11 200 $** après retenues et crédits. Ce ne sont pas des taux fiscaux publiés et ils ne doivent pas être transposés à une autre personne.

Au 1er juillet, elle a payé **4 800 $** à l'ARC et **5 600 $** à Revenu Québec. Elle attend encore **50 000 $** de recettes. Sa réserve restante est donc:

- **Fédéral.** `9 600 - 4 800 = 4 800 \$`, soit **9,6 %** des recettes encore attendues.
- **Québec.** `11 200 - 5 600 = 5 600 \$`, soit **11,2 %**.
- **Total de trésorerie.** `10 400 / 50 000 = 20,8 %`, conservé en deux sous-comptes comptables.

Si une facture de **15 000 $** est encaissée, elle affecte **1 440 $** au fédéral et **1 680 $** au Québec. Le solde disponible avant autres dépenses est **11 880 $**. Ce calcul ne prétend pas que **20,8 %** est une norme: il dérive des obligations estimées de ce scénario.

Tableau 3 est un modèle copiable pour chaque révision.

Ligne de contrôle	Fédéral	Québec	Preuve à conserver
Profit imposable prévu	Entrée commune	Entrée commune	Grand livre, contrats, dépenses
Impôt et cotisations estimés	Calcul fédéral	Calcul provincial	Rapport du logiciel ou formulaire
Moins retenues et crédits	Montant fédéral	Montant Québec	Feuillets et relevés
Moins acomptes versés	Confirmations ARC	Confirmations RQ	Numéro, date, montant
Réserve restante	`solde - paiements`	`solde - paiements`	Rapprochement bancaire
Taux par encaissement	`réserve fédérale / recettes restantes`	`réserve Québec / recettes restantes`	Version datée de la prévision

Le tableau distingue calcul fiscal et garde de liquidités. RBC recommande des hypothèses réalistes plutôt qu'optimistes pour les revenus (rbcroyalbank.com). CIBC conseille de prévoir les ventes mensuelles et annuelles (cibc.com). Ensemble, ces horizons empêchent un bon trimestre de masquer un quatrième trimestre faible.

Organisation des paiements et dossiers

- **Compte distinct.** Réserver les fonds fiscaux hors du compte d'exploitation quotidien (rbcroyalbank.com).
- **Séparation des opérations.** Le suivi des revenus, dépenses et flux est facilité lorsque les opérations personnelles et commerciales sont séparées (td.com).
- **Routine.** Une cadence mensuelle ou trimestrielle cohérente simplifie la préparation fiscale (bdc.ca).
- **Versements élevés.** Tout paiement provincial dépassant **10 000 $** doit normalement être électronique (revenuquebec.ca).

Analyse et éléments probants

Comparer le montant du rappel à l'estimation courante

La décision peut être traitée comme un problème de scénarios, pas comme un choix intuitif. Pour chacun des deux comptes, calculer trois totaux annuels: montant des rappels, base 2025 et estimation 2026. Ensuite, retenir la méthode permise qui correspond à la qualité de l'information et à la tolérance au risque. *Tableau 4* classe les principaux cas de décision.

Situation observée	Méthode généralement la plus robuste	Risque principal à mesurer
Revenu stable ou en hausse	Rappel ou année précédente	Immobilisation de liquidités limitée, risque de sous-paiement réduit
Revenu 2026 nettement inférieur	Année courante, révisée chaque trimestre	Sous-estimation si un gros contrat se matérialise
Revenu concentré en fin d'année	Année courante avec scénarios	Échéances antérieures aux encaissements
Nouvelle retenue salariale importante	Année courante intégrant la retenue	Mauvaise affectation entre fédéral et Québec
Comptabilité en retard	Rappel jusqu'à mise à jour	Décision fondée sur des données incomplètes

Le tableau ne remplace pas les calculs officiels. Il classe le risque. La méthode de l'année courante est rationnelle seulement si l'écart entre scénario bas et scénario haut est connu. Le calculateur de CPA Canada vise précisément à donner une image claire des flux de trésorerie (cpacanada.ca), et RBC classe explicitement les acomptes trimestriels parmi les dépenses moins fréquentes à intégrer à la prévision (rbcroyalbank.com).

Ce que les sources de trésorerie changent concrètement

Les règles fiscales déterminent le minimum à verser. Les sources de gestion indiquent comment rendre ce minimum finançable. Leur apport peut être traduit en contrôles précis:

- **Relier comptabilité et réserve.** La BDC relie la tenue de livres quotidienne à la trésorerie et à l'obligation fiscale finale (bdc.ca). La séparation des opérations personnelles et commerciales facilite ensuite le suivi des flux (td.com). Le contrôle à ajouter est un rapprochement mensuel des deux réserves.
- **Combiner les horizons.** Une prévision trimestrielle montre la prochaine échéance (bdc.ca); une projection mensuelle sur deux ans montre les creux saisonniers (futurpreneur.ca); une prévision mensuelle et annuelle relie les deux (cibc.com). Le fichier doit donc afficher 13 semaines et l'année complète.
- **Refuser l'optimisme automatique.** RBC recommande des hypothèses réalistes pour les revenus (rbcroyalbank.com). Cette prudence est particulièrement pertinente lorsque la clientèle n'est pas stable, une caractéristique relevée par Statistique Canada pour certains travailleurs à la demande (www150.statcan.gc.ca). Le contrôle consiste à pondérer les contrats non signés.
- **Isoler la réserve.** RBC propose un compte distinct consacré aux obligations fiscales (rbcroyalbank.com). Cette discipline compense l'absence habituelle de retenue à la source pour l'indépendant (bnc.ca). Le calculateur de CPA Canada donne une vue structurée du flux disponible (cpacanada.ca).
- **Réviser selon une cadence fixe.** La BDC estime qu'une routine mensuelle ou trimestrielle simplifie la préparation fiscale (bdc.ca). La prévision du trimestre doit être rafraîchie à chaque contrat important (bdc.ca), puis rapprochée avec la projection annuelle (cibc.com).
- **Mesurer la baisse avant de réduire.** BDO note que les montants gouvernementaux peuvent être élevés lorsque le revenu recule depuis deux ans (bdo.ca). Cette observation appuie une vérification, pas une réduction automatique. Une projection détaillée doit d'abord rendre la baisse visible (cpacanada.ca).

La convergence de ces sources est plus utile qu'un pourcentage générique. Le montant à réserver provient du calcul fiscal; le compte distinct, les horizons multiples et la cadence de révision réduisent le risque que ce montant ne soit plus disponible à l'échéance. Un budget doit donc montrer clairement le flux net (cpacanada.ca), tandis que les dépenses fiscales trimestrielles demeurent visibles parmi les sorties moins fréquentes (rbcroyalbank.com).

Coût d'un paiement tardif ou insuffisant

Au fédéral, l'intérêt est composé quotidiennement au taux prescrit, lequel peut changer par trimestre (canada.ca). Pour le quatrième trimestre de 2026, l'ARC annonçait **7 %** sur les impôts en souffrance (canada.ca). La pénalité fédérale prévue à l'article 163.1 correspond à **50 %** de l'excédent calculé selon le seuil légal (laws-lois.justice.gc.ca).

Au Québec, les intérêts sur un versement incomplet sont également capitalisés quotidiennement (revenuquebec.ca). Le taux ordinaire publié était de **8 %** au premier trimestre de 2026 et de **7 %** aux deuxième et troisième trimestres; le quatrième trimestre n'était pas encore affiché au 22 septembre (revenuquebec.ca). Un versement inférieur à **75 %** de la somme exigée peut entraîner l'intérêt supplémentaire annuel de **10 %** (revenuquebec.ca).

Ces taux ne justifient pas de retarder volontairement un paiement. Ils montrent surtout que le coût est sensible au nombre de jours et au montant manquant. Après un oubli:

- **Payer sans attendre** le montant encore dû à chaque administration.
- **Conserver la confirmation** et vérifier son affectation au bon compte.
- **Recalculer les échéances restantes** plutôt que de simplement ajouter le retard au prochain versement.
- **Consulter un professionnel** si plusieurs méthodes ont été mélangées, si le revenu a changé fortement ou si les intérêts semblent incompatibles avec les paiements. CIBC recommande l'aide d'un comptable quand la prévision dépasse les capacités internes (cibc.com).

Mise en œuvre et suivi

La BDC relie directement la tenue de livres, la trésorerie et l'obligation fiscale finale (bdc.ca). Pour un indépendant, cela signifie dater chaque version de la prévision, verrouiller les formules et conserver les hypothèses avec les confirmations.

Cette architecture répond à quatre contraintes observables. Premièrement, un travailleur autonome doit souvent constituer lui-même sa réserve parce que ses recettes ne subissent pas de retenue à la source (bnc.ca). Deuxièmement, certains profils combinent des heures courtes et une clientèle instable (www150.statcan.gc.ca), alors que l'ensemble du travail autonome représentait **13,2 %** de l'emploi en 2023 (www150.statcan.gc.ca).

Troisièmement, la projection doit fonctionner à plusieurs horizons: le trimestre pour l'échéance suivante (bdc.ca), le mois et l'année pour le carnet de commandes (cibc.com), puis deux ans pour visualiser la saisonnalité (futurpreneur.ca). Quatrièmement, le montant du rappel peut devenir trop élevé lorsque le revenu baisse (bdo.ca), ce qui justifie le calcul d'une autre méthode permise, et non une réduction intuitive.

La gouvernance complète consiste alors à tenir un budget lisible (cpacanada.ca), isoler les fonds fiscaux (rbcroyalbank.com), retenir des hypothèses réalistes (rbcroyalbank.com) et conserver une routine mensuelle ou trimestrielle (bdc.ca).

Les pratiques à institutionnaliser sont:

- **Révision mensuelle légère.** Mettre à jour encaissements, dépenses et contrats signés.
- **Révision trimestrielle complète.** Recalculer les deux soldes avant chaque échéance.
- **Scénarios.** Conserver un cas de base, un cas prudent et un cas de forte activité.
- **Réserve dynamique.** Modifier le pourcentage par facture quand les recettes restantes changent.
- **Traçabilité.** Archiver avis, formulaires, paiements et rapprochements par administration.

Le système doit aussi survivre à une croissance rapide. Un contrat majeur peut faire franchir le seuil en année courante, même sans rappel. Inversement, une baisse durable peut rendre l'estimation courante plus adaptée, à condition que les hypothèses soient vérifiables. Le choix n'est donc pas «payer ou ne pas payer», mais

«quel montant permis minimise simultanément le risque fiscal et la contrainte de trésorerie».

Questions fréquentes

Est-ce que tous les travailleurs autonomes doivent payer des acomptes?

Non. Le solde estimé 2026 et l'historique doivent franchir les seuils applicables. Un revenu autonome important peut produire peu de solde après dépenses, retenues et crédits, tandis qu'un revenu plus faible sans retenue peut produire un solde élevé.

Quelles sont les dates des acomptes provisionnels au Québec en 2026?

Les dates nominales sont le **15 mars, 15 juin, 15 septembre et 15 décembre**. Comme le 15 mars 2026 tombe un dimanche, le paiement ponctuel est reçu le jour ouvrable suivant selon l'ARC (canada.ca) et le droit québécois prolonge aussi le délai au jour ouvrable suivant (legisquebec.gouv.qc.ca).

Faut-il payer le montant exact du rappel?

Pas nécessairement si une autre méthode autorisée donne un montant inférieur. Cependant, payer le rappel intégralement et à temps offre une protection administrative importante. La méthode courante exige une estimation exacte et régulièrement révisée.

Comment payer les acomptes à Revenu Québec?

Les options comprennent les services d'une institution financière, le comptoir ou guichet avec bordereau et la poste. Pour un versement dépassant **10 000 $**, la voie électronique est normalement obligatoire (revenuquebec.ca). Il faut prévoir le délai de traitement bancaire.

Quel pourcentage faut-il réserver sur chaque facture?

Il n'existe pas de pourcentage universel fiable. Calculer séparément la réserve fédérale et la réserve québécoise, puis diviser chacune par les recettes brutes encore attendues. Refaire le calcul après chaque changement significatif.

Que faire après un acompte manqué?

Payer rapidement chaque administration, conserver les preuves, vérifier l'affectation, puis réviser les prochains versements. Les intérêts quotidiens rendent généralement l'attente plus coûteuse.

Conclusion

Les acomptes provisionnels québécois de 2026 se gèrent correctement avec quatre décisions: vérifier l'assujettissement, séparer l'ARC de Revenu Québec, choisir une méthode permise et financer les échéances au fil des encaissements. Le seuil de **1 800 $** n'est pas un impôt forfaitaire. Il sert à déterminer, avec l'historique, si un contribuable entre dans le régime.

Pour la plupart des consultants à revenu irrégulier, le fichier le plus utile tient sur une page: profit prévu, impôt estimé, retenues et crédits, acomptes payés, réserve restante et pourcentage par prochaine facture, dans deux colonnes. Le calendrier 2026 commence pratiquement le **16 mars**, puis revient les **15 juin, 15 septembre et 15 décembre**. Une alerte placée plusieurs jours avant chaque date tient compte du traitement bancaire.

La méthode du rappel réduit le risque d'erreur, l'année précédente convient à une activité stable et l'année courante peut protéger la trésorerie en période de baisse. Cette dernière exige toutefois des révisions fréquentes. En cas de retard, de changement majeur de revenu ou de divergence entre les deux avis, payer ce qui est certain et faire valider le calcul par un fiscaliste ou un comptable reste la décision la plus prudente.

Liens vers les sources

Liens cités dans cet article, dans leur ordre de première apparition. Les adresses complètes sont fournies pour les lecteurs qui utilisent le texte extrait.

1. https://2727coworking.com/articles/impots-travailleur-autonome-quebec-2026-guide
2. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/paiements/paiements-arc/paiements-particuliers/impots-acomptes-provisionnels/qui-paie-acomptes-provisionnels.html
3. https://www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/declaration-de-revenus/payer-ou-etre-rembourse/acomptes-provisionnels/
4. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/a-propos-agence-revenu-canada-arc/payer-moyen-services-bancaires-ligne.html
5. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/paiements/paiements-arc/paiements-particuliers/impots-acomptes-provisionnels/dates-limites.html
6. https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/I-16
7. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/paiements/paiements-arc/paiements-particuliers/impots-acomptes-provisionnels/methodes-calcul.html
8. https://www.rbcroyalbank.com/en-ca/my-money-matters/business/right-sized-business-advice/solo-entrepreneur/earning-side-business-income-4-steps-to-get-your-taxes-finances-done-right/
9. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/paiements/paiements-arc/paiements-particuliers/impots-acomptes-provisionnels/frais-interets-penalites.html
10. https://www.revenuquebec.ca/fr/une-mission-des-actions/assurer-la-conformite-fiscale/penalites-et-interets/penalites/autres-penalites/paiement-en-retard-dacomptes-provisionnels/
11. https://www.bnc.ca/particuliers/entreprendre/strategies-fiscales.html
12. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-222-x/71-222-x2024001-eng.htm
13. https://www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/declaration-de-revenus/payer-ou-etre-rembourse/acomptes-provisionnels/versement-des-acomptes-provisionnels/
14. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/paiements/paiements-arc/paiements-particuliers/impots-acomptes-provisionnels.html
15. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-47600-impot-paye-acomptes-provisionnels.html
16. https://www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/declaration-de-revenus/payer-ou-etre-rembourse/acomptes-provisionnels/determination-du-montant-du-versement/

17. https://www.bdo.ca/insights/tax-bulletin-failure-to-pay-instalments-can-be-costly
18. https://www.bdc.ca/en/articles-tools/entrepreneur-toolkit/templates-business-guides/cash-flow-calculator
19. https://futurpreneur.ca/fr/modeles-flux-tresorerie-essentiels/
20. https://www.rbcroyalbank.com/business/paying-and-receiving/my-payments-playbook/cash-flow-101.html
21. https://www.cibc.com/en/business/advice-centre/articles/small-business-101/financial-forecasting-101.html
22. https://www.td.com/ca/en/business-banking/small-business/bank-accounts/community-account
23. https://www.bdc.ca/en/articles-tools/money-finance/manage-finances/how-to-prepare-for-tax-season
24. https://www.cpacanada.ca/-/media/site/operational/cc-corporate-citizenship/docs/finlit/worksheets/fl-worksheet-cash-flow.pdf
25. https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/taux-interet-prescrits/2026-q4.html
26. https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/I-3.3/section-163.1.html
27. https://www.revenuquebec.ca/fr/une-mission-des-actions/assurer-la-conformite-fiscale/penalites-et-interets/taux-dinteret-sur-les-creances/

L'ÉDITEUR

À propos de 2727 Coworking

2727 Coworking is a Montreal workspace and business-address provider. We serve people who need a place to focus, meet, run a small business or establish a professional mailing presence. Our website offers English and French information about workspace options and services, alongside educational resources for operating a business in Canada.

A workspace that fits the day

Our workspace options include private offices, day passes and desks, and a conference room. These formats help individuals and teams compare a dedicated office with more flexible ways to work or hold a meeting. Prospective members can explore the virtual tour, review current pricing and book a visit before choosing a workspace.

Business addresses and mail

2727 Coworking provides business-address and virtual-mailbox services. Our resources explain the documents and practical questions involved, including guidance for people outside Canada. Service eligibility, included features, availability and access arrangements should be confirmed on the applicable service page or with our team.

Resources for Canadian small businesses

We publish guides, research and planning tools about workspace decisions, business addresses and starting a business in Canada. Our incorporation research includes information for people inside Canada and abroad, with jurisdiction-specific material to help readers identify the next questions to investigate. These educational resources complement our workspace and address services; they are not individualized legal, tax or immigration advice.

Visit or contact 2727 Coworking

Explore private offices, day passes and desks, the conference room, business addresses and virtual mailboxes. Book a visit or contact the team to discuss your needs.

A business address alone does not establish tax residence, immigration status, banking approval or eligibility for a government program.

Site Web : https://2727coworking.com

Cet article est de nature informative. Validez toute décision médicale, juridique, financière, réglementaire ou technique importante auprès de professionnels compétents et des sources primaires citées. Les services de l'entreprise sont décrits séparément des constats de recherche de l'article.